

Ma deuxième remarque est celle-ci: si redoutable que cette difficulté puisse paraître, je crois que personne ne conteste, en général, les avantages qu'il y aurait à normaliser davantage la terminologie scientifique et technique de par le monde. Des avantages manifestes se rattachent à une telle mesure. Il ne s'agit pas d'établir s'il faut tendre vers ce but, mais de trouver le moyen de promouvoir un état de choses si souhaitable.

A mon avis—mes honorables amis de Parkdale (M. Haidasz) et de Victoria (M. Groos) l'ont déjà démontré—les personnes les plus aptes à s'occuper de cette tâche sont celles qui travaillent dans les divers domaines scientifiques et techniques. Prenons la physique, par exemple. Il semble évident que les physiciens sont les seuls à savoir comment uniformiser les expressions scientifiques employées en physique. Sauf erreur, les physiciens emploient un grand nombre d'expressions uniformes et, par l'entremise de l'Union internationale des physiciens, ils réalisent de grands progrès dans la mise au point d'un vocabulaire commun. Comme d'autres organismes scientifiques du même genre, l'Union internationale tient des réunions et crée des comités pour discuter notamment de questions de terminologie.

Voilà un exemple de ce qu'accomplissent des organismes privés, composés de scientifiques ou de techniciens qui travaillent dans un domaine particulier, pour uniformiser et internationaliser leur vocabulaire. Si cette tendance assez répandue, sauf erreur, se maintient, il ne semble pas nécessaire que les gouvernements passent à l'action et tentent de créer un très vaste comité pour étudier la question sous l'égide des Nations Unies.

J'aimerais passer maintenant à une autre question, qui a trait au fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies elle-même.

Pour ma part, je ne suis pas convaincu que la Chambre devrait adopter la proposition de mon honorable ami le député de Spadina. Je crains qu'en adoptant cette résolution et en présumant que l'Assemblée générale adopterait une résolution semblable, nous ne ferions intervenir le gouvernement dans un domaine auquel il n'a pas participé jusqu'ici. J'aimerais m'étendre là-dessus.

Même pendant les pires années de la guerre froide, les scientifiques des deux blocs pouvaient échanger des renseignements sur leurs champs de spécialisation. Qu'arriverait-il, toutefois, si les gouvernements tentaient de s'immiscer dans ce domaine? Inévitablement—comme cela se produit au sein des institutions spécialisées des Nations-Unies—on ferait entrer des questions de politique dans le domaine de la science pure. Il suffit de prendre comme exemple ce qui s'est produit à l'UNESCO ces dernières années. Les réunions annuelles de cette organisation ont été compromises—et je ne m'excuse pas de le dire—parce qu'on y discutait de questions internationales comme les problèmes de l'Afrique du Sud, le Moyen-Orient, et la guerre froide.

Un autre exemple, évidemment, c'est la façon dont des questions politiques...

M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret): A l'ordre. L'heure réservée aux mesures d'initiative parlementaire est maintenant expirée.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Rapp: Y a-t-il des changements au programme pour demain et vendredi?

L'hon. M. McIlraith: Aucun changement.

(A 6 heures, la séance est levée d'office, en conformité du Règlement.)